Sursis pour l’usine Blanquefort de Ford

SOCIAL , **FORD** , **EQUIPEMENTIERS** , **L'USINE AUTO** , **NOUVELLE-AQUITAINE**

PUBLIÉ LE 17/10/2018 À 17H31

Après avoir annoncé la fermeture fin 2019 du site de Blanquefort (Gironde), les dirigeants de Ford auraient finalement décidé d’accorder un sursis à cette usine, selon le ministre de l’Économie Bruno Le Maire.

Ford n'envisagerait plus de fermer le site de Blanquefort fin 2019.© Wikimedia/Marcin Mincer

"On n’y comprend rien !" Mercredi 17 octobre, l’aveu de l’un des 847 salariés de l’usine Ford de Blanquefort (Gironde), près de Bordeaux, semblait être assez révélateur de l’état d’esprit général. Le 12 octobre, le constructeur américain annonçait privilégier la fermeture du site de production de boîtes de vitesse à sa reprise par Punch Powerglide, qui fabrique déjà ce type de matériel à Strasbourg (Bas-Rhin). Colère des élus locaux et du ministre de l’Économie, Bruno Le Maire, qui décidait d’entrer en contact avec l’administration américaine pour qu’elle fasse pression sur Ford. Le 16 octobre, le projet de reprise était présenté en comité d’entreprise extraordinaire par la direction, laquelle n’émettait

plus que des "réserves", et non un veto pur et dur. Or mercredi 17 octobre, le même Bruno Le Maire annonçait sur Radio Classique que le constructeur faisait machine arrière et n'envisageait finalement plus de fermer son usine fin 2019. Les dirigeants de l'entreprise n'ont pas confirmé cette information, mais il est difficile d'imaginer que le ministre de l'Économie se soit ainsi avancé sans certitude.

Remake de 2011 ?

À Blanquefort, pourtant, on doute de la volonté de Ford d'offrir un sursis durable à son usine. Parce que la reprise ne serait effective que d'ici trois ans, selon Philippe Poutou, représentant CGT et ancien candidat à la présidence de la République. Parce que, surtout, les dirigeants actuels semblent être persuadés que l'offre de Punch n'est pas viable, à terme. Et ils ne veulent pas revivre la situation de 2011 : à l'époque, les pouvoirs publics avaient contraint Ford à reprendre le site, cédé deux ans plus tôt à l'Allemand HZ Holding.
"Encouragés" par les pouvoirs publics, français et américains, vont-ils finalement reconsidérer l'idée d'une reprise plutôt que d'une fermeture ? Ce serait le sens du sursis annoncé par Bruno Le Maire, mais c'est encore loin d'être une certitude.

Jean Berthelot de La Glétais